



La Commune



Rendez ses avantages au peuple !

Russie

Depuis le 1er janvier 2005, les retraités, les héros du travail, héros de la Russie, vétérans, invalides et certaines professions d'État ne bénéficient plus de la gratuité des transports en commun. Pour toute une partie de la population, la loi votée par la Douma (le parlement) sur proposition de Poutine le 3 août 2004 - la loi 122 - est un bouleversement historique, la perte d'une garantie sociale étatique. D'autres avantages sont supprimés : gratuité des médicaments, des cures, de manifestations culturelles publiques, réductions de tarifs téléphoniques ou loyers modérés.

Les populations concernées devraient désormais toucher une compensation financière. Mais les 33 millions de retraités ou invalides russes refusent de perdre les avantages sociaux " issus de l'époque soviétique ".

Poutine, " assassin des vieux et des invalides "

Ils sont plusieurs milliers de retraités à être descendus dans les rues de la banlieue de Moscou et dans différentes régions du pays : Saint-Petersbourg, Nijni-Novgorod, Vladimir, Samara, Stavropol, Ljevsk, Toulou, Togliatti, Barnaoul, Perm, Almetievsk, Kazan et jusque dans l'Extrême-Orient. Ils manifestent contre cette réforme dite " sociale " dans toute la Russie aux cris de " *Poutine ennemi, pire qu'Hitler* ".

Dans la région de Moscou, plus de 20 meetings autorisés et non autorisés se sont déroulés, ils ont rassemblé quelque 5 000 personnes, essentiellement des vétérans, des retraités, des invalides et des anciens combattants de la Seconde Guerre Mondiale revendiquant le maintien de la gratuité des transports, protestant contre la hausse des tarifs des services communaux et réclamant la délivrance gratuite des médicaments pour les titulaires d'avantages. À Saint-Petersbourg, les slogans dénonçaient le Président et ses ministres " *assassins des vieux et des invalides* " et " *le génocide du peuple russe* ". Les manifestants scandaient : " *Rendez ses avantages au peuple !* ".

Gardez la monnaie pour vous

Dans la deuxième quinzaine de janvier, selon les agences et la presse russes, un meeting de 5 000 personnes, à Oufa, a adopté la résolution suivante : " *l'abrogation totale de la loi 122 ; la limitation du salaire des hauts fonctionnaires et des députés à celui d'un ouvrier qualifié* ". Un meeting de 2 000 personnes à Rostov-sur-le-Don, qui a duré plus de deux heures sous la pluie battante, a exigé le rétablissement de " *tous les avantages* ", la démission du gouvernement et de la Douma. Et partout des meetings à Samara, à Mourmansk, à Krasnodar, à Tcherkesk, à Naberejnie Tchelny, à Stavropol, où les participants scandent : " *Rendez nous nos avantages, gardez la monnaie pour vous* ".

Ces avantages, ils ont été arrachés par l'action révolutionnaire des millions d'ouvriers et paysans russes qui, il y a maintenant près de 90 ans, ont mis à bas le régime tsariste d'oppression et la propriété privée des moyens de production pour instaurer la République soviétique nationalisant l'industrie et les banques, donnant la terre à ceux qui la travaillent. Ces avantages toujours vivants s'opposent par leur existence même à la politique de Poutine, qui poursuit celle que Gorbatchev et Eltsine avaient entamée avant même la chute de l'Union soviétique en 1991, lorsqu'ils déclaraient : " *l'assainissement financier du pays dépend des mesures suivantes : propriété privée, cession de terre, autonomie des régions et des entreprises* ". Dans toute l'ex-URSS, la politique de privatisation ruine l'économie, liquide des pans entiers de l'industrie, développe le chômage ... Poutine sait que pour privatiser les transports et le logement, il lui faut liquider tous les avantages sociaux.

Tout un système politique remis en cause

Depuis la mi-janvier, des centaines de milliers de Russes ont manifesté. Ils ne se sont pas essouffés, comme l'a montré la journée du 12 février (250 000 personnes dans les rues, selon la police), et leurs slogans se sont élargis : contre la " Loi 122 " de la réforme sociale, contre la hausse des prix des carburants, contre la suppression du sursis militaire pour les étudiants, pour la démission du gouvernement, et parfois pour celle du Président Poutine.

Dans certaines villes, les manifestants ont constitué des " conseils de solidarité publique ". À Saint-Petersbourg et à Moscou, des étudiants - la carte de transport étudiante a aussi augmenté de 100 à 300 roubles, tandis que les étudiants étaient en examen et en vacances - ont lancé un mouvement intitulé " *Ceux qui vont sans Poutine* ". " *C'est tout le système politique mis en place par Vladimir Poutine qui semble bien remis en cause* ", conclut un quotidien russe.

Modifié le samedi 25 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Russie

Pauvreté et répression

Selon les calculs de la Banque mondiale, à la fin de l'année 2009, le pourcentage de personnes vivant sous le seuil de pauvre atteignait 17,7% de l'ensemble de la population de la Fédération de... »

« Notre choix, c'est la grève ! »

Voilà ce qui était inscrit sur des pancartes brandies par les travailleurs de l'usine Ford de Vsevoljsk, près de Saint-Petersbourg en grève depuis le 20 novembre, une grève qui a duré 4... »

Un conflit révélateur

Depuis plusieurs mois, le conflit sur les livraisons de gaz russe à destination de l'Ukraine s'était envenimé. Le 1er janvier 2006 Poutine décide de ne plus livrer l'ex-République Soviétique... »

Rendez ses avantages au peuple !

Depuis le 1er janvier 2005, les retraités, les héros du travail, héros de la Russie, vétérans, invalides et certaines professions d'État ne bénéficient plus de la gratuité des transports en... >>

Des élections sur mesure

Depuis plusieurs mois, la Russie est devenue le théâtre des magouilles les plus grossières en matière de mise en scène électorale. On a vu à l'automne de quelle manière le parti créé de... >>
